

rungsbeihilfen zugunsten wirtschaftlich bedrohter Regionen zu überprüfen und anzupassen mit den folgenden Zielen:

– Es soll der Tatsache besser Rechnung getragen werden, dass aufgrund der wirtschaftlichen Entwicklungen in der Schweiz das Kriterium der einseitigen Ausrichtung einer Region auf einen einzelnen Industriezweig grossenteils unbrauchbar geworden ist

– Die Hilfe, die den einzelnen Kantonen geleistet wird, soll deren speziellen wirtschaftlichen Lage angepasst werden; das Schwergewicht soll auf der Innovationsförderung liegen.

Texte du postulat du 17 décembre 1992

Le Conseil fédéral est invité à revoir et à modifier les critères d'application de l'arrêté fédéral instituant une aide financière en faveur de l'industrie dans les régions dont l'économie est menacée, du 6 octobre 1978, afin de:

– mieux tenir compte de l'évolution de l'économie suisse qui fait qu'aujourd'hui la notion de région à culture «mono-industrielle» est en grande partie obsolète;

– moduler l'aide apportée aux cantons en fonction de la situation économique particulière qui est la leur, en mettant un accent particulier sur l'aide à la promotion de l'innovation.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Chevallaz, Deiss, Ducret, Duvoisin, Epiney, Gros Jean-Michel, Matthey, Narbel, Pidoux, Tschopp, Zwahlen (11)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

1. La période de difficultés économiques majeures que traverse actuellement la Suisse fait sentir ses effets dans la quasi-totalité du pays et notamment dans le secteur industriel. Alors qu'au cours des crises précédentes les effets étaient inégalement répartis, aujourd'hui aucun canton n'est épargné.

2. L'un des moyens dont la Confédération s'est dotée afin d'apporter son aide à certaines régions est l'arrêté fédéral instituant une aide financière en faveur de l'industrie dans les régions dont l'économie est menacée (dit «arrêté Bonny»). Pris le 6 octobre 1978, cet arrêté porte effet jusqu'au 28 février 1994 et sa révision est demandée par la motion Matthey du 25 septembre 1991. Il apparaît, dans cette perspective, particulièrement opportun d'adapter également les «critères d'attribution» en fonction de l'évolution de la situation de l'industrie.

3. Avec l'arrêté Bonny, l'objectif est d'apporter une aide aux régions ayant une industrie dominante dont l'existence est menacée. L'application l'a clairement démontré, ce sont les régions de l'industrie horlogère ou textile qui en ont, à juste titre, bénéficié.

Depuis la fin des années septante, la structure de l'économie des cantons suisses s'est modifiée. Il n'existe tout d'abord pratiquement plus de régions à caractère vraiment mono-industriel. Ensuite, la technologie progresse toujours plus vite et seuls ceux qui peuvent innover à temps sont en mesure de développer leurs affaires et de faire face à une concurrence accrue. L'aide au développement des nouvelles technologies est donc d'une actualité toute particulière.

4. D'autre part, la distinction entre régions ou cantons sur la base de critères de capacité financière, devenus à plusieurs égards largement discutables, conduit à des situations très paradoxales. Preuve en est la situation particulièrement défavorable de certains cantons romands sur le plan du chômage, qui ne peuvent bénéficier de l'arrêté Bonny, notamment pour le motif que leur capacité financière resterait satisfaisante, alors même qu'ils sont par ailleurs confrontés à des difficultés budgétaires considérables. Si cette distinction peut continuer à jouer un rôle pour fixer l'étendue de l'aide apportée, elle ne devrait pas, par contre, empêcher d'octroyer une aide, notamment pour soutenir des organismes ou offices à caractère d'utilité publique ayant pour but de favoriser le développement des innovations.

5. Conclusion

Tenant compte de ce qui précède, lors de la révision de cet arrêté, il conviendra notamment de:

– maintenir les critères qui restent pertinents, tels la diminution globale de l'emploi ainsi que les taux de chômage (complet et partiel);

– supprimer la référence au caractère mono-industriel;
– renforcer les mesures de soutien à la promotion de l'innovation.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 24. Februar 1993

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 24 février 1993

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

92.3547

Postulat Béguelin

Revitalisierung der Wirtschaft und Dienst an der Oeffentlichkeit auf Bundesebene

Revitalisation de l'économie nationale. Evolution de la notion de service public au niveau fédéral

Wortlaut des Postulates vom 17. Dezember 1992

Die Abschaffung der Quersubventionierung (z. B. innerhalb der PTT- und SBB-Betriebe), die systematische Suche nach Rentabilität in immer stärker aufgegliederten Teilbereichen, die oft massiven und unter den verschiedenen Betrieben und Unternehmen des Bundes nicht abgestimmten Kostensteigerungen bei den öffentlichen Dienstleistungen, die vor allem die Randregionen treffende Verminderung oder gar Abschaffung von Dienstleistungen – all dies trägt dazu bei, dass der Begriff des Dienstes an der Oeffentlichkeit bei unseren Mitbürgerinnen und Mitbürgern immer mehr an Sinn verliert.

Ich bitte den Bundesrat, eine Untersuchung über den seit einigen Jahren feststellbaren Wertverlust des Begriffs des Dienstes an der Oeffentlichkeit auf Bundesebene in Auftrag zu geben (besonders betreffend PTT und SBB) und zugleich Mittel und Wege zu prüfen, um dieser Tendenz entgegenzuwirken.

Diese Untersuchung muss vor allem folgende Punkte behandeln:

– die Haltung des Bundesrates zum Begriff des Dienstes an der Oeffentlichkeit im allgemeinen, wobei über die engen, an rein buchhalterischen Ueberlegungen orientierten Kriterien der PTT-, SBB- und SRG-Betriebe hinauszugehen ist;

– die Massnahmen, die zu ergreifen sind, damit der Begriff des Dienstes an der Oeffentlichkeit seinen vollen Sinn zurückgewinnt, und zwar für alle Bewohner unseres Landes, auch für diejenigen der Randregionen und auch für die Benachteiligten unserer Gesellschaft;

– ein allenfalls zu prüfendes System einer solidarischen Ergänzungsfinanzierung.

Kurz, die hier angeregte Untersuchung soll die Politik des Bundesrates im Bereich des Dienstes an der Oeffentlichkeit festlegen. Diese Untersuchung bildet einen integrierenden Bestandteil des Dossiers über die Revitalisierung der schweizerischen Wirtschaft.

Texte du postulat du 17 décembre 1992

La suppression des subventions croisées (par exemple au sein des régions PTT et CFF), la recherche systématique de la rentabilité par secteurs découpés de plus en plus finement, les augmentations souvent massives, non coordonnées entre entreprises et services fédéraux, du coût des prestations publiques pour les usagers/clients, la réduction ou la suppression de prestations touchant en priorité les régions périphériques, font que la notion de service public perd de plus en plus de sens aux yeux de nos concitoyennes et concitoyens.

J'invite le Conseil fédéral à ordonner une étude sur la dégradation de la notion de service public au niveau fédéral (en particulier du côté PTT et CFF), telle qu'elle se manifeste depuis quelques années et sur les moyens à mettre en oeuvre pour corriger cette tendance.

Cette étude devra en particulier aborder les points suivants:

- position du Conseil fédéral face à la notion de service public en général, en dépassant les critères étroits relevant de la seule comptabilité des entreprises PTT, CFF, SSR;
- mesures à prendre pour que la notion de service public retrouve tout son sens pour tous les habitants du pays, y compris ceux des régions périphériques et y compris les défavorisés de notre société;
- cas échéant, système de financement solidaire complémentaire à envisager.

En résumé, cette étude doit définir la politique de service public du Conseil fédéral. Elle fera partie intégrante du dossier en cours sur la revitalisation de l'économie nationale.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Borel François, Carobbio, Darbellay, Duvoisin, Epiney, Haller, Jeanprêtre, Mamie, Matthey, Rebeaud, Ruffy, Vollmer (13)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
L'auteur renonce au développement et demande une réponse écrite.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates
vom 3. Februar 1993
Déclaration écrite du Conseil fédéral
du 3 février 1993

Le Conseil fédéral est prêt à accepter le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

92.3499

Interpellation Pini
Ratifizierung
der Europäischen Sozialcharta
Interpellanza Pini
Carta sociale del Consiglio dell'Europa.
Procedura di ratifica
Interpellation Pini
Charte sociale du Conseil de l'Europe.
Procédure de ratification

Wortlaut der Interpellation vom 9. Dezember 1992

Ich komme auf meine Interpellation vom 8. Februar 1990 zurück. Gestützt auf die dort aufgeführten Gründe frage ich den Bundesrat, ob er nicht – im Sinne eines Beweises für seine Bereitschaft, sich dem «Europa der Grundsätze» zu öffnen – den Zeitpunkt für gekommen ansieht, um dem Parlament nach beinahe 15 Jahren der Zweifel und der Unsicherheit die Sozialcharta des Europarats erneut zur Ratifizierung vorzulegen, jene Sozialcharta, die die Landesregierung bereits vor Jahren unterzeichnet hat.

Testo dell'interpellanza del 9 dicembre 1992

Rifacendomi alla mia precedente interpellanza dell'8 febbraio 1990, ribattendo le motivazioni allora sviluppate, chiedo, ora, al Consiglio federale, come prova della sua disponibilità di apertura verso «l'Europa dei principi», se non ritiene giunto il momento dopo quasi 15 anni di incertezze e di dubbi, di risottoporre al Parlamento federale la ratifica della Carta sociale del Consiglio dell'Europa, già sottoscritta, «in illo tempore», dal Governo svizzero.

Texte de l'interpellation du 9 décembre 1992

Revenant à mon interpellation du 8 février 1990, rappelant les motifs que j'avais alors développés, je demande au Conseil fédéral s'il est disposé à faire la preuve de sa volonté d'ouverture à l'égard de «l'Europe des principes», en reproposant au Parlement fédéral, après quelque 15 ans de tergiversations, de ratifier la Charte sociale du Conseil de l'Europe, déjà signée par le gouvernement.

Mitunterzeichner – Cofirmatari – Cosignataires: Keine – Nesuno – Aucun

Schriftliche Begründung – Motivazione scritta – Développement par écrit

L'interpellante rinuncia alla motivazione e desidera una risposta scritta

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates
vom 27. Januar 1993

Risposta scritta del Consiglio federale
del 27 gennaio 1993
Rapport écrit du Conseil fédéral
du 27 janvier 1993

Da oltre dieci anni il Consiglio federale ha manifestato la sua intenzione di procedere all'adesione della Svizzera alla Carta sociale europea del 1976, ratificando in un primo tempo questo strumento e sottoponendolo in seguito all'approvazione delle Camere unitamente al proprio messaggio. Come noto, il Consiglio degli Stati ha deciso di rinunciare alla ratificazione della Carta sociale nel 1984 ed il Consiglio nazionale nel 1987.

In Europa sono nel frattempo intervenuti profondi mutamenti, all'Ovest in una dinamica di integrazione e all'Est in uno storico processo di democratizzazione. Questi importanti sviluppi ed il nuovo assetto europeo non hanno affatto modificato la portata della Carta sociale del Consiglio dell'Europa, anzi è divenuta uno strumento di riferimento per un numero sempre maggiore di Paesi europei e nuovi Stati vi hanno aderito; la Carta sociale costituisce unitamente alla Convenzione europea sui diritti dell'uomo una delle principali realizzazioni del Consiglio dell'Europa.

Nella sua risposta all'interpellanza Pini dell'8 febbraio 1990 relativa alla Carta sociale, il Consiglio federale si era proposto di riesaminare la questione della sua ratificazione nell'ottica dell'adesione della Svizzera allo SEE. Infatti l'entrata in vigore dello SEE e i susseguenti adeguamenti della nostra legislazione, anche nel settore sociale, avrebbero consentito un riesame facilitato in vista della ratificazione di questo strumento. Il 6 dicembre 1992 il popolo ed i Cantoni hanno purtroppo respinto lo SEE. In considerazione dell'esito negativo di questa votazione, i lavori in vista della ratificazione della Carta sociale non potranno pertanto fondarsi sull'aspetto sociale dello SEE. Occorre nondimeno determinare in quale misura taluni adeguamenti legislativi previsti dal pacchetto Eurolex potranno essere mantenuti.

Il Consiglio federale constata peraltro che il gruppo socialista del Consiglio nazionale ha presentato un'iniziativa parlamentare in vista della ratificazione della Carta sociale.

Il Consiglio federale rimane favorevole alla ratificazione di questo strumento da parte della Svizzera, dal momento che si tratta di un obiettivo auspicabile ed attuale della sua politica europea e lo ha pertanto inserito come tale nel suo programma per la legislatura 1991–1995.

Erklärung des Interpellanten: teilweise befriedigt
Déclaration de l'interpellateur: partiellement satisfait

Postulat Béguelin Revitalisierung der Wirtschaft und Dienst an der Oeffentlichkeit auf Bundesebene

Postulat Béguelin Revitalisation de l'économie nationale. Evolution de la notion de service public au niveau fédéral

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	92.3547
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	19.03.1993 - 08:00
Date	
Data	
Seite	592-593
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 460

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.